

De la Croissance : Rendement et perspectives économiques à long terme du Canada

Peter J. Nicholson*

L'économie du Canada a pris un virage dans les années 90. Que s'est-il passé?

La plupart des Canadiens accorderaient beaucoup de crédit au revirement exceptionnel qui s'est produit à l'égard du déficit au milieu de la décennie. Nous avons enfin commencé à vivre selon nos moyens, nous avons prévu des diminutions d'impôt et nous en sommes venus à dépendre moins des fonctionnaires et plus des entrepreneurs.

Ceux qui suivent plus étroitement ces questions signaleraient aussi la lutte fructueuse menée par la Banque du Canada contre l'inflation, qui s'est terminée par la récession « purificatrice » dans les années 90. Il faudrait aussi donner crédit à l'importante libéralisation des échanges à la suite de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) en 1989 et de l'Accord de libre-échange nord-américain qui a suivi (ALENA).

Ceux qui sont moins disposés à vanter l'action politique signaleraient simplement qu'une marée montante agit sur tous les bateaux. Cette marée montante comprenait notamment des circonstances macroéconomiques exceptionnellement favorables dans le monde; le boom des investissements déclenché (illogiquement ou non) par la promesse des technologies de l'information et des communications; et l'extraordinaire dynamisme

des États-Unis, dont le Canada profite plus que tout autre pays. Tous ces facteurs combinés ont procuré au Canada une forte croissance inévitable.

Pas de doute. Mais bon nombre des pairs du Canada dans le club des économies avancées — essentiellement les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — n'ont pas fait aussi bien. Lorsqu'on examine de plus près les facteurs qu'on soupçonne être à la base de la croissance économique à *long terme* — par exemple, les investissements dans le capital physique et humain; l'innovation; l'état de la concurrence nationale; le rendement des marchés financiers; la souplesse des marchés du travail; la vigueur de l'entrepreneuriat — on constate que le Canada s'est bien placé dans la plupart des domaines pour soutenir l'élan amorcé au milieu des années 90.

Cet essai vise à présenter les faits menant à cette conclusion. Aucune recherche originale n'y est mentionnée. Il s'agit d'une perspective davantage axée sur la stratégie que sur des fondements théoriques. Même si nous puissions à beaucoup de sources — bon nombre figurent dans les pages de l'Observateur international de la productivité — la base de référence est le fruit du Projet croissance de l'OCDE, qui a été lancé à la demande des gouvernements membres en 1999. Plus précisément,

nous puissions abondamment à un récent recueil des travaux publiés jusqu'à maintenant — *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* (OCDE, 2003a). Martin N. Baily (2003) examine ce rapport plus loin dans ce numéro. Nous avons aussi tiré une foule de données des recherches intégrées à de récentes études menées par l'OCDE sur le Canada, notamment des travaux de Catta, Jarrett et Rae (OCDE, 2002).

Nous présentons le rendement économique du Canada des 20 ou 30 dernières années à travers la lentille de l'examen global réalisé par l'OCDE à l'égard des facteurs clés de la croissance à long terme. Cette analyse internationale est complétée par un vaste éventail de données particulières au Canada, choisies subjectivement comme des exemples de ce que le Canada a fait de bien (ou de mal). Le message global découle de la *tendance* des faits et non d'un indicateur ou l'autre.

Voici le résultat essentiel : le Canada s'est démarqué remarquablement bien comme membre du groupe des pays de l'OCDE depuis le milieu des années 90, parvenant enfin à inverser la pâmoison économique qui avait débuté à la fin des années 70 pour se terminer 15 ans plus tard. Cette reprise traduit beaucoup plus qu'un simple revirement budgétaire. De fait, si l'on se base sur les normes de la prescription stratégique procroissance élaborée par les analystes de l'OCDE, le Canada fait maintenant bien dans la plupart des domaines.

Bien entendu, la théorie et les données empiriques qui sous-tendent, dans la croyance populaire d'aujourd'hui, les stratégies efficaces de croissance sont encore loin d'être cernées. Les facteurs potentiellement pertinents sont tellement nombreux et interdépendants que les prescriptions stratégiques devront toujours se sous-imposer à un jugement intuitif et à un modèle adapté aux circonstances locales. L'économie n'est assurément pas réglée comme une horloge.

Plus important encore, il ne faut pas s'asseoir sur ses lauriers. Même si le Canada a fait un bon départ, son écart de rendement par rapport à celui

des États-Unis — le seul repère qui convient pour la plupart des Canadiens — est encore important et ne cesse de s'agrandir depuis la fin des années 90. L'ampleur et l'intensité de la concurrence mondiale ne diminuent pas — qu'on pense à la Chine. Il y a ensuite les quasi-inévitables mathématiques démographiques. Selon Statistique Canada, la population de 15 à 65 ans, par rapport à la population globale, commencera à diminuer dans moins d'une décennie, et de plus en plus vite à mesure que les baby-boomers prendront leur retraite. Le fardeau de la dépendance liée à l'âge s'accroîtra pour diverses raisons : moins de travailleurs et plus de bouches à nourrir; attentes d'une retraite et d'une prolongation de vie promise par les miracles de la médecine.

Il deviendra donc de plus en plus impérieux sur le plan social et politique de trouver des moyens d'accroître le taux de croissance de la productivité du Canada. Compte tenu du délai considérable nécessaire pour modifier en profondeur la structure de l'industrie et du stock de capital physique et humain du pays, le défi du vieillissement imminent de la population est déjà là.

La croissance passée du Canada en rétrospective

À partir de la période d'après-guerre jusqu'à la fin des années 70, le Canada a connu une période soutenue de croissance robuste de sa production par habitant, plus forte en moyenne que celle des États-Unis. Au cours de cette période, la croissance de la productivité au Canada, dans les pays d'Europe de l'Ouest et plus particulièrement au Japon a convergé vers celle de la plus forte économie (États-Unis) et les taux de chômage ont été en général peu élevés. Prenant fin à peu près au même moment que la « crise du pétrole » au milieu des années 70, cette heureuse conjoncture a fait place à une faible croissance et à une inflation montante — une « stagflation » mondiale. La

profonde récession de 1980-1981 traduisait alors la détermination de la Réserve fédérale des États-Unis et des autres banques centrales de saisir une fois pour toute par les cornes la dynamique inflationniste qui s'était installée dans de nombreuses économies avancées.

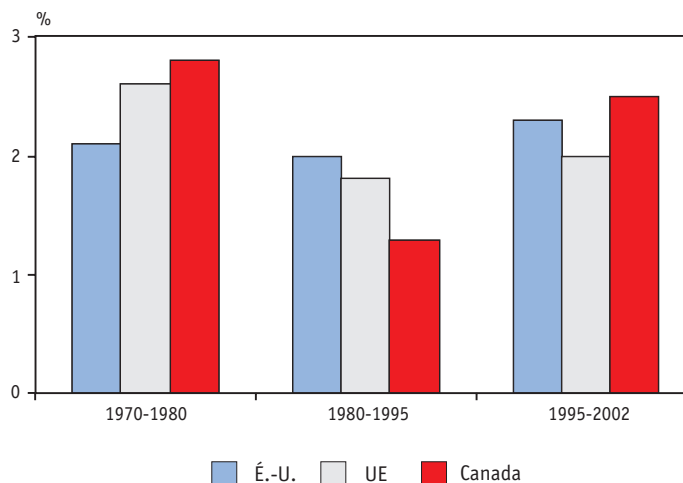
Pendant ce temps, la forte croissance de la productivité qui avait propulsé les niveaux de vie bourgeonnants dans les pays de l'OCDE, et la mise en place de l'État-providence, pendant toute la période de 1950 à 1975, ont soudainement perdu leur élan pour des raisons que nous ne comprenons pas encore pleinement. Les signes d'une reprise soutenue de la croissance de la productivité — surtout aux États-Unis mais aussi dans d'autres pays comme le Canada, l'Australie, la Finlande et la Suède — ne sont pas devenus manifestes avant la seconde moitié des années 90, et ne sont toujours pas visibles dans la plus grande partie des pays d'Europe. Il est encore trop tôt pour dire si cette reprise de la « nouvelle économie » — sous l'impulsion initiale des technologies de l'information et des communications (TIC), surtout en Finlande, en Suède et aux États-Unis, mais actuellement de plus en plus à la remorque des utilisations efficaces des services de TIC dans l'ensemble de l'économie — donnera lieu à une croissance continue de la productivité de l'ampleur que nous avons récemment observée.

Au Canada, la croissance a plus ou moins suivi le contexte général que nous venons de décrire — autrement dit, une croissance moyenne exceptionnellement forte de la production par habitant dans les années 70, suivie d'un rendement particulièrement sombre au cours des 15 années suivantes et enfin une reprise impressionnante après le milieu des années 90 qui est marquée par une croissance moyenne dépassant celle des États-Unis et de l'Union européenne (graphique 1). Le rendement économique traînard du Canada à partir de 1980 jusqu'au milieu des années 90 — et associés à celui-ci la détérioration du budget et l'écart croissant par rapport à la production et à la productivité aux

Graphique 1

Forte Reprise de la Croissance du Canada

(Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant)

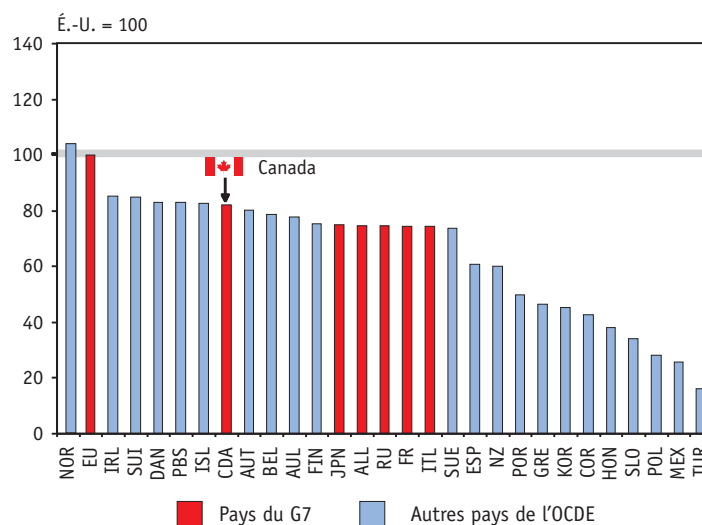


Source : OCDE, 2003a, tableau 1.1.

Graphique 2

Perspective Mondiale des « Niveaux de Vie »

(PIB relatif par habitant* en 2001 : É.-U. = 100)



* Devises converties à la parité du pouvoir d'achat multilatéral de l'OCDE

Source: OCDE.

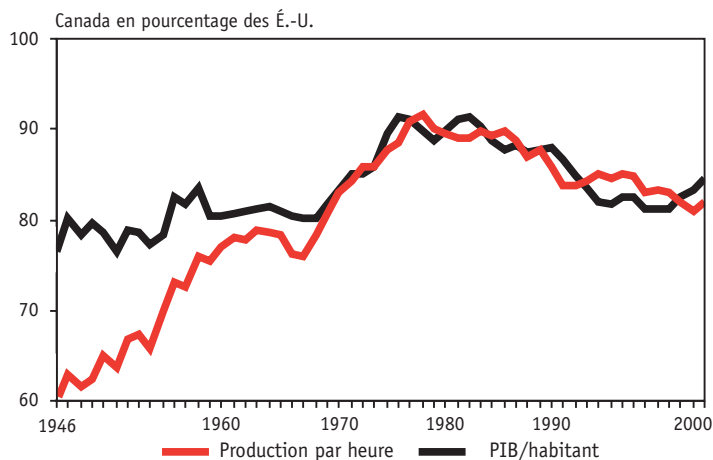
États-Unis — a refilé au pays une réputation de rendement économique de deuxième ordre dont il lui a été difficile de se départir. Mais ayant pris le virage depuis sept ou huit ans, l'économie canadienne mérite enfin une image plus impressionnante.

Le niveau de vie matériel du Canada, qu'on représente par le PIB par habitant, se classe au deuxième rang du G7, derrière celui des États-Unis et à peu près au même point que celui d'un

Graphique 3

La Reprise du Canada A-t-Elle Décroché pour de Bon?

(Production par habitant et productivité : É.-U. = 100)



Source : Centre d'étude des niveaux de vie.

groupe de petits pays riches de l'OCDE, dont la Suisse, le Danemark et les Pays-Bas (graphique 2). Mais un écart d'au moins 15 % subsiste par rapport aux États-Unis. Voilà le repère pertinent pour les Canadiens. De fait, pour ceux qui voyagent ou qui achètent des biens aux États-Unis, l'écart semble encore plus important compte tenu de la faiblesse chronique du dollar canadien, dont la valeur au change est considérablement moins élevée — d'autant que 20 % — que son niveau de parité du pouvoir d'achat sur lequel reposent les données du graphique 2.¹

Il est évident que, mis à part les économistes, très peu de gens penseraient à faire correspondre dans leur pays le niveau de vie et le PIB par habitant. C'est une abstraction du plus haut niveau. Même si l'on peut établir une corrélation entre la production par habitant et la plupart des indicateurs socio-économiques de bien-être et de développement, il n'y a pas de correspondance strictement biunivoque entre ces deux valeurs au sein du groupe des économies avancées. Par exemple, l'espérance de vie aux États-Unis accuse effectivement un léger recul par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE et environ 2,5 ans par rapport à celle au Canada.² L'incidence de la pauvreté des enfants et de la mortalité infantile aux États-Unis

dépasse de loin la moyenne de l'OCDE. Les crimes avec violence aux États-Unis sont beaucoup plus fréquents et le taux d'incarcération compte parmi les plus élevés au monde. De fait, bon nombre d'indicateurs sociaux aux États-Unis sont en deçà de la moyenne au Canada et dans l'OCDE, sans doute le signe que la répartition des revenus est plus inégale aux États-Unis que dans les pays d'Europe de l'Ouest et au Canada.

Lorsqu'on aborde la *qualité de vie* d'un pays, il ne faut pas tenir compte uniquement du revenu moyen, mais aussi de sa répartition. Des problèmes exceptionnellement complexes se posent lorsqu'on cherche à savoir s'il existe, dans les économies de marché avancées, un compromis inévitable entre le taux de croissance de la production par habitant et sa répartition plus égale. Les données empiriques recueillies à l'égard des pays de l'OCDE ne sont pas vraiment concluantes d'une façon ou d'une autre (OCDE, 2001c). L'avantage de choisir le PIB par habitant — ce qu'on fait ci-après — est que la croissance du PIB permet plus de *choix* de société. Et il est probable que les sociétés démocratiques exerceront fort efficacement ces choix puisque les citoyens ont une voix assez directe dans la façon dont devrait être divisée la richesse grandissante.

Les questions abordées dans cet essai doivent s'appuyer sur une perspective à long terme. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale il y a presque 60 ans, le taux de croissance du PIB par habitant au Canada a légèrement dépassé en moyenne celui des États-Unis, en grande partie grâce à une remarquable reprise de la productivité du travail (PIB réel par heures de travail) entre le milieu des années 40 et la fin des années 70 (graphique 3). Cette situation confirme « l'hypothèse de convergence » selon laquelle les pays ou les régions affichant des niveaux de productivité relativement faibles ont tendance avec le temps à se rapprocher du leader de la productivité — autrement dit les États-Unis pour la plus grande partie du XX^e siècle — à mesure que la technolo-

gie et les pratiques exemplaires se répandent des pays à rendement élevé vers les retardataires (Abramovitz, 1986; Wolff, 2000).³

On a pu constater ce processus de convergence dans la reprise qu'ont connue après la guerre les pays d'Europe de l'Ouest et plus particulièrement le Japon jusqu'à la fin des années 80. Au Canada, on peut observer une reprise du même genre à l'échelle régionale. Depuis au moins 1960, la production par habitant dans les provinces de l'Atlantique a connu en moyenne une croissance plus rapide que celle du reste du Canada. Pendant ce temps, l'Ontario a affiché une croissance plus lente *par habitant* que la moyenne nationale — et, peut-être étonnamment, plus lente que celle de la région de l'Atlantique — au cours des quatre dernières décennies dans l'ensemble. (Bien entendu, cela n'est pas nécessairement vrai d'une année à l'autre ni pour des sous-périodes choisies.)

La question essentielle que soulève la tendance observée au graphique 3 est la suivante : le Canada a-t-il « frappé un mur », qui l'empêche maintenant de combler les écarts de productivité et de production par rapport aux États-Unis? La même question préoccupe d'ailleurs beaucoup de gouvernements d'Europe et plus particulièrement les membres du G7 de l'« ancienne Europe » où les populations vieillissantes et les rigidités structurelles du marché du travail ont donné lieu à une combinaison pernicieuse.

On pourrait se demander si le Canada a vraiment besoin de « rattraper » les États-Unis. Après tout, la production par habitant ne cesse d'augmenter et un taux de croissance même de 2 % par année signifie que la production réelle par personne doublera en seulement 35 ans ou plus de quatre fois au cours d'une vie. Vu sous un autre angle — si la production par habitant au Canada s'accroît à un taux de 2,5 % par année (le taux moyen observé entre 1995 et 2002), il faudrait moins de sept ans pour que le Canada atteigne le niveau de la production par habitant affiché aux États-Unis à l'heure actuelle.⁴

Si l'on ne tient pas compte de cette arithmétique logique, l'existence d'un écart persistant dans le « niveau de vie » par rapport à celui des États-Unis, ici et maintenant, provoque un malaise psychologique. Il risque même d'entraîner des répercussions négatives sur la croissance, dans la mesure où les États-Unis représentent une destination de choix pour les investissements et les personnes talentueuses, compte tenu de sa réputation de leader économique et de terre d'avenir. Bien que cette réputation tienne en grande partie à la taille même des États-Unis, il ne fait aucun doute que l'attraction économique du Canada s'améliorerait si notre rendement économique était égal à celui des États-Unis pour ce qui est de la productivité et du niveau de vie.

Même si les opinions risquent donc de diverger quant à l'importance de *supprimer* l'écart de croissance par habitant avec les États-Unis, la plupart des Canadiens s'entendraient pour dire que nous ne devrions pas constamment accuser un retard croissant avec ce pays. C'est malheureusement ce qui s'est passé depuis le début des années 80 jusqu'au milieu des années 90. Et, plus fondamental, l'écart grandissant de la productivité du travail ne semble s'être stabilisé que tout récemment (graphique 3).

De fait, depuis 25 ans, tant en chiffres absolus que relatifs par rapport aux États-Unis, la faible croissance de la productivité représente le talon d'Achille de l'économie canadienne. L'utilisation anormale de la main-d'œuvre — taux élevé de chômage et, pour un certain temps, diminution du taux d'activité — pendant les années 80 et au début des années 90 a exacerbé le problème. Toutefois, dès 2001, l'apport de travail par habitant au Canada s'était rapproché du niveau aux États-Unis et dépassait de loin celui de la plupart des pays d'Europe (tableau 1). Les données pour 2002 indiquent des gains relativement plus élevés encore pour le Canada. Le taux d'emploi au Canada — c'est-à-dire le nombre de personnes occupées en pourcentage de la population en âge

Tableau 1
Utilisation de la Main-d'œuvre, 2001

	Canada	É.-U.	U.E.	Moy. OCDE
Taux d'emploi ^{1,3}	71,9%	72,3%	65,3%	66,3%
Taux de chômage ³ (normalisé)	7,2%	4,7%	7,4%	6,5%
Heures par salarié ² (É.-U. = 100)	91	100	-	-

Notes

1 Nombre total de personnes occupées en pourcentage de la population de 15 à 64 ans.

2 Données de Fortin (2003), tableau 1. La publication de l'OCDE (2003a) établit comme suit le nombre d'heures de travail par salarié en 2000 : États-Unis : 1 835; et Canada : 1 795, l'indice pour le Canada étant de presque 98.

Source : OCDE (2003b).

Tableau 2
Prévisions pour la Population Active au Canada

	Rapport de la population en âge de travailler à la population totale ¹	Contribution au taux de croissance du PIB par habitant ²	
2001	0,6854	0,3	« Vent arrière »
2006	0,6950	0,0	démographique
2011	0,6975	-0,5	
2016	0,6820	-0,6	« Vent de face »
2021	0,6607	-0,7	démographique
2026	0,6371		

Notes

1 Population de 15 à 64 ans divisée par la population totale.

2 Taux de variation annuel (pourcentage par année) du rapport de la population en âge de travailler, calculé en moyenne sur des intervalles de cinq ans. Pour une interprétation de ce taux, prière de se reporter à la note 7 du texte.

Source : D'après la projection de croissance moyenne de la population par âge (Statistique Canada).

de travailler (que l'OCDE définit de façon classique comme celle de 15 à 64 ans) — est presque identique maintenant à celui des États-Unis.⁵ Même si la population active au Canada travaille moins d'heures en moyenne que celle aux États-Unis, le pourcentage de la population en âge de travailler est supérieur d'environ 5 % au Canada par rapport aux États-Unis. Tout cela fait que le nombre annuel d'heures de travail *par habitant* au Canada ne dépasse que très légèrement celui des États-Unis. Pierre Fortin (2003) estime cet écart à

environ 6 %, alors que les données de l'OCDE ne laissent sous-entendre à peu près aucun écart.

Voici ce qui en ressort : comme (i), par définition, le PIB par habitant est égal au « PIB par heure de travail » multiplié par les « heures de travail par habitant »; et que (ii) le nombre d'heures par habitant est presque identique entre le Canada et les États-Unis; alors (iii) l'écart du PIB par habitant entre le Canada et les États-Unis est totalement et essentiellement attribuable à l'écart de productivité. C'est d'ailleurs manifeste au graphique 3.⁶

La faiblesse actuelle de la productivité au Canada étant admise, voilà que les perspectives pour le moyen à long terme sont encore plus problématiques (graphique 4). Le volet a) du graphique 4 indique que le « dividende démographique » de notre pays — c'est-à-dire le fait que la population en âge de travailler augmente plus vite que l'ensemble de la population — prendra bientôt fin. En effet, on estime que vers 2018, la population en âge de travailler au Canada commencera effectivement à diminuer, et à un taux encore plus rapide à mesure que le gros des baby-boomers prendront leur retraite. Si l'on se fie aux tendances actuelles, l'incidence de la démographie sur le taux de croissance du Canada affrontera bientôt un vent de face plutôt qu'un vent arrière (tableau 2).

En réponse à cela, il sera logique pour un nombre croissant de Canadiens de travailler au-delà de 65 ans, compte tenu qu'ils auront une meilleure santé et des emplois physiquement moins exigeants qu'auparavant, sans parler du besoin d'augmenter le revenu de retraite. L'accroissement de l'immigration pourrait aussi atténuer la résistance, même si les projections du volet a) tiennent déjà compte des niveaux actuellement élevés de l'immigration (par rapport à ceux de la plupart des pays de l'OCDE).

D'autres ajustements seraient possibles si le taux d'emploi était encore plus élevé — c-à-d. en combinant peut-être une activité plus intense et/ou un taux de chômage plus faible à une augmentation du nombre d'heures de travail

annuelles — cependant la possibilité que cette méthode produise une augmentation importante semble limitée si l'on se fie aux tendances à long terme (volet b) du graphique 4). Allons au but : même si tout le monde accueille d'emblée un taux de chômage moins élevé, très peu de gens estimeraient progressive une stratégie préconisant un retour forcé dans la population active ou l'allongement de la semaine de travail.⁷

Que signifie ce raisonnement simple? À long terme, la voie de croissance du Canada reposera presque entièrement sur le taux de croissance de la productivité. Et lorsqu'on tient compte des chiffres de la population active, la seule façon d'éviter une *diminution* de croissance du PIB par habitant sera d'*accroître* le taux de croissance de la productivité.⁸

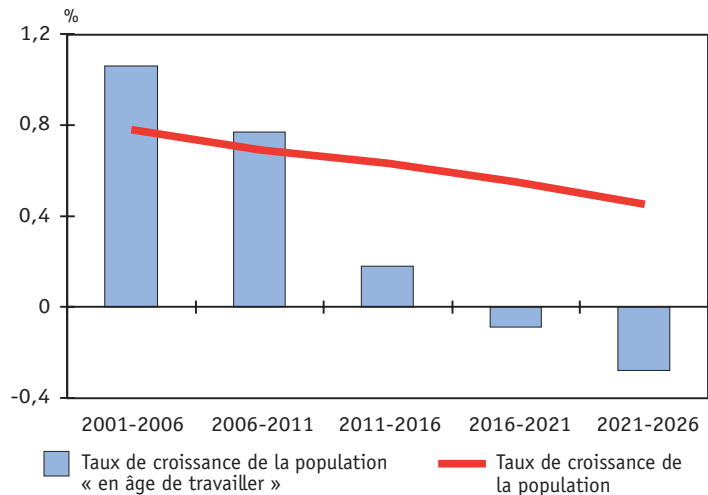
Le volet c) du graphique 4, qui repose sur les données de Robidoux et Wong (2003), indique que le taux de croissance de la productivité du travail a effectivement augmenté au Canada, passant d'environ 1,1 % par année en moyenne entre 1988 et 1996 à 1,9 % dans les cinq années qui ont suivi. À la lumière de la tendance imminente que résume le tableau 2 pour ce qui est de la population active, le défi consiste non seulement à préserver la récente tendance encourageante de la productivité, mais à l'intensifier dans les faits. Pendant ce temps, les États-Unis semblent mieux placés, démographiquement parlant, que le Canada compte tenu de leur structure par âge un peu plus jeune — attribuable à un taux de fécondité plus élevé — ce qui signifie que les États-Unis connaîtront une plus grande période de vent démographique arrière. Toutes autres choses étant égales, l'écart de la production par habitant⁹ aura tendance à s'agrandir.

Avant d'aborder les facteurs stratégiques qui favoriseraient la croissance de la production et de la productivité, il conviendrait de s'arrêter à un autre élément particulièrement intéressant dans le récent contexte. Le graphique 5 cerne les sources principales de la croissance de la productivité du travail au Canada et aux États-Unis entre 1990 et

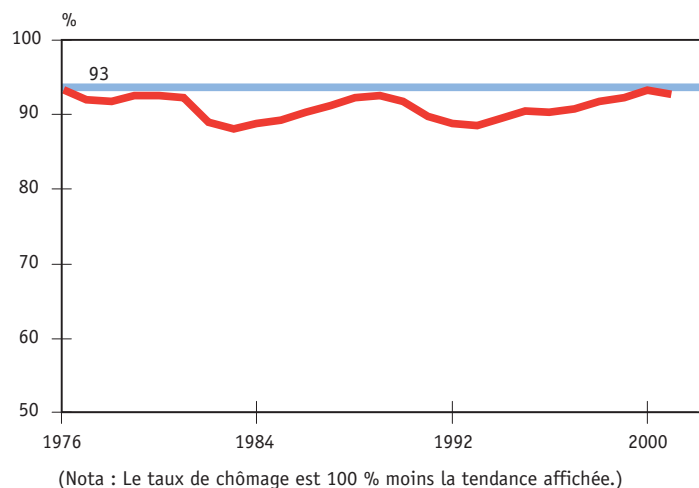
Graphique 4

Attentes de Croissance au Canada

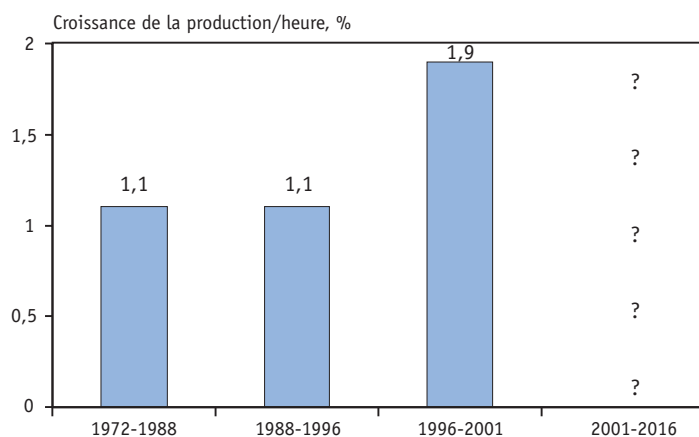
a) Projections démographiques 2001-2026



b) Emploi en pourcentage de la population active



c) Croissance tendancielle de la productivité du travail

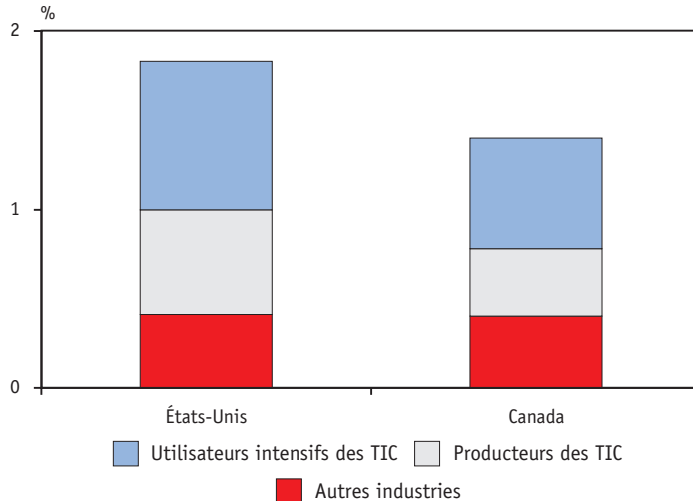


Source : Statistique Canada.

Graphique 5

Sources de la Croissance de la Productivité dans le Secteur des Entreprises

(Augmentation annuelle moyenne de la production par personne occupée : 1990-2000¹)



Note

1 Les contributions sectorielles représentent les taux individuels de croissance de la productivité par secteur pondérés en fonction des pourcentages de la population active.

Source: OCDE.

2000. Même si l'estimation exacte de la contribution de ces facteurs varie selon la source utilisée, il est largement accepté que la forte reprise de la productivité aux États-Unis provenait des technologies de l'information et des communications (TIC), tant pour ce qui est de leur production que de leur utilisation [(Oliner et Sichel, 2002), mais pour une opinion plus sceptique, voir Gordon (2002) et Wolff (2002)]. La situation est semblable au Canada, mais plus amortie, traduisant par là l'importance relativement plus modeste du secteur de production des TIC et l'acceptation moins rapide, et d'ailleurs connue, de la technologie par les entreprises canadiennes. Sauf pour quelques exceptions, comme la Finlande, l'incidence des TIC sur la croissance de la productivité en Europe est encore plus faible (van Ark *et al.*, 2003). L'OCDE a récemment publié une analyse complète de la contribution des TIC à la croissance économique (OCDE, 2003d).

Le graphique 5 nous transmet deux importants messages. En premier lieu, le taux de croissance de

la productivité du Canada au cours des années 90 a égalé en moyenne celui de tout le secteur des entreprises aux États-Unis, exception faite des producteurs et des utilisateurs intensifs des biens et services des TIC. (Les utilisateurs intensifs comprennent, notamment, les institutions financières, les grands détaillants et grossistes et les cabinets de services professionnels). En second lieu, le potentiel d'une croissance continue de la productivité basée sur les TIC semble très élevé à mesure que cette technologie polyvalente se répand dans toute l'économie. Même les possibilités technologiques brutes se développent encore rapidement, et des habitudes d'utilisations beaucoup plus efficaces émergeront à mesure que les jeunes cohortes de travailleurs « superdoués dans les TIC » domineront la population active. Il est presque certain que cette nouvelle génération créera pour les TIC des applications qui ne peuvent même pas être imaginées aujourd'hui, mais qui occuperont une place importante dans l'économie de demain.

Le Canada est bien placé pour profiter du potentiel des TIC à cause d'une excellente infrastructure de communications, du niveau élevé d'utilisation de l'Internet et d'un secteur diversifié et talentueux de production logicielle. L'étroite intégration avec l'économie américaine confère aussi au Canada un avantage important qui l'amène à suivre rapidement les traces du leader de la technologie des TIC. D'où l'importance de développer des canaux superefficaces de diffusion et d'adoption de la technologie, surtout chez les petites et moyennes entreprises canadiennes.

Facteurs déterminants de la croissance économique à long terme

Ayant esquissé les vastes dimensions du défi de la croissance auquel fait face le Canada — essentiellement le défi de la productivité — il faut alors s'interroger sur la stratégie à adopter. Cela nous

amène à poser la question antécédente : qu'est-ce qu'il faut favoriser le plus : la croissance de la production ou celle de la productivité?

Ainsi formulée, la question ne comporte véritablement pas de réponse honnête. En effet, étant donné que les facteurs qui déterminent la croissance économique sont en constante interaction dynamique, ils s'entremêlent et s'alimentent l'un l'autre dans un échec complexe d'interdépendance mutuelle. La situation est analogue à un organisme vivant pour lequel on serait bien mal en peine de dire lequel entre le cœur, les poumons, le foie ou les reins est le plus important. Le retrait de l'un ou l'autre signifie la mort.

Il faut donc une perspective *systémique*. Le graphique 6 représente sous forme de schéma une partie des plus importants « organes » du système économique et indique plusieurs des principales voies causales qui les relient ensemble. Le diagramme n'a pas pour but de définir un modèle de « dynamique systémique » de l'économie, mais plutôt de nous donner un aperçu du nombre et de la complexité des facteurs qu'une stratégie globale de croissance économique devrait aborder.

Commençons d'abord par une proposition définitionnelle. Une économie est en croissance (i) lorsque le nombre de travailleurs augmente (croissance de l'offre de main-d'œuvre; et/ou (ii) lorsque les travailleurs produisent collectivement une valeur supérieure de biens et de services au cours d'intervalles successifs (productivité croissante). Pour accroître la productivité, on peut investir dans le travail brut a) un « capital humain » plus riche (cours théoriques, formation en cours d'emploi ou simplement l'expérience acquise) et b) un capital physique plus abondant. Par conséquent, *l'investissement*, et les économies nécessaires à son financement, se trouve au cœur du processus de croissance.¹⁰

L'autre facteur clé déterminant est *l'innovation* qui, dans son sens étendu, englobe non seulement l'activité associée aux techniciens de laboratoire, mais aussi les améliorations différentielles qui

proviennent de l'atelier; les techniques de gestion plus efficaces (travail intelligent); la créativité entrepreneuriale; et le processus même de l'imagination qui se traduit par la création de nouvelles sources de valeur (p. ex., dans les arts et les divertissements).

L'investissement et l'innovation représentent donc le fondement de la croissance économique. De plus, ils sont interdépendants puisque l'innovation produit habituellement de nouvelles occasions d'investissements assorties de rendements éventuellement plus élevés, tandis que l'investissement dans l'équipement neuf, la R-D et le capital humain sont des précurseurs critiques de l'innovation.

Tout cela est assez évident. Ce qui est plus subtil et plus important est de cerner correctement les facteurs à grand effet de levier et les stimulants qui favoriseront au départ l'investissement et l'innovation. Voilà sur quoi devrait s'attarder toute stratégie de croissance économique.

À cette fin, l'OCDE a mené un ambitieux projet de recherche qui visait à dégager, et à quantifier approximativement, les principales sources de la croissance économique des pays avancés. L'étude a appliqué des techniques économétriques de pointe aux données provenant de 21 pays et étalées sur plus de trois décennies (1971-1998). Les conclusions sont résumées dans un récent rapport publié de 250 pages (OCDE, 2003a).¹¹ La période à l'étude englobe trois récessions mondiales; le ralentissement de la productivité après le milieu des années 70 et les premiers stades de la reprise de la « nouvelle économie » après 1995; la lutte fructueuse contre l'inflation et les déficits rampants; et l'évolution d'une économie mondiale plus ouverte. L'analyse statistique recèle donc une puissance considérable qui lui permet de cerner les facteurs les plus pertinents à la croissance des sociétés de marché démocratiques avancées.

Le tableau 3 résume les résultats quantitatifs clés. La colonne « incidence » du tableau présente la sensibilité estimée du PIB par habitant aux variations infimes de ce qu'on a identifié comme étant les principaux facteurs de croissance.¹²

Graphique 6

Procédés de Croissance et Stratégie : Un Écheveau Complexe

Les principaux facteurs directement générateurs de croissance (les cercles) sont influencés par les politiques (les rectangles) autant de façon directe que par des « organismes » intermédiaires comme le climat des investissements; l'état de la concurrence; la diffusion de la technologie et les pratiques exemplaires; etc. Ce diagramme sert uniquement d'exemple et n'a pas pour prétention de saisir tous les facteurs et interactions pertinents.

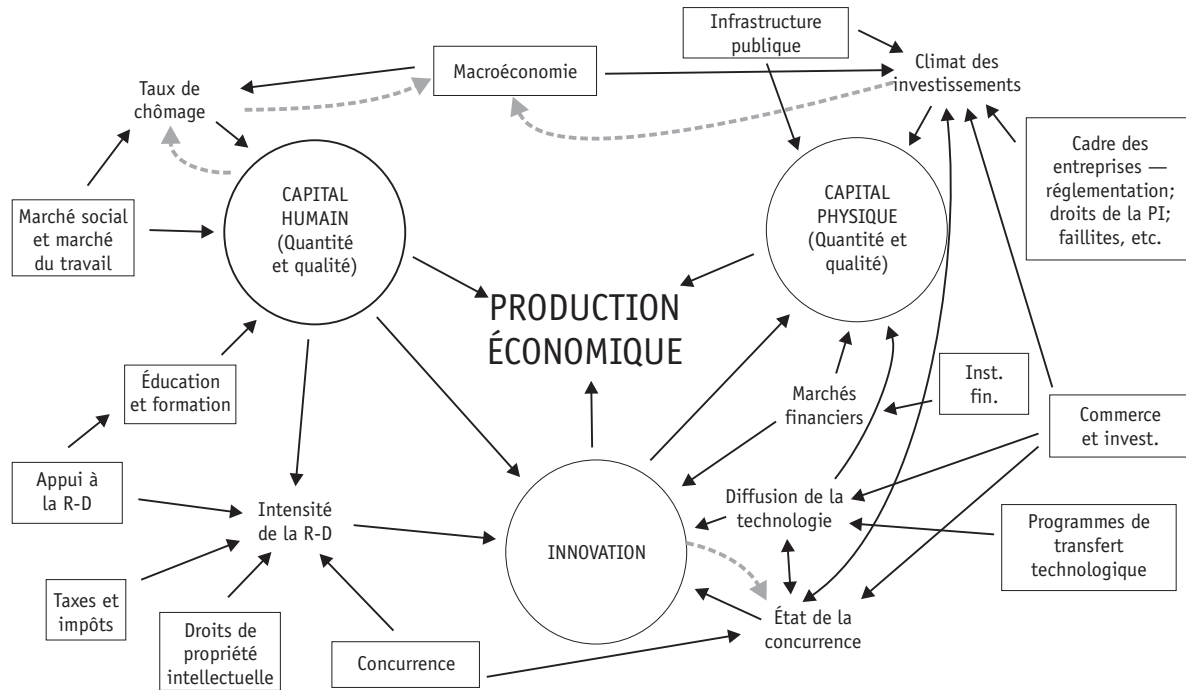


Tableau 3
Quantification de Quelques Facteurs de Croissance Clés*
 Incidence sur le niveau du PIB par habitant dans son état stable

Facteur de croissance	Définition	Variation	Incidence	Variation typique au cours des années 80 et 90 au sein de l'OCDE
Capital humain	Nombre moyen d'années de scolarité	+ 1 an	4 % - 7 %	+ 1,5 an dans le G7
Capital physique	Investissement privé par des non-résidents en pourcentage du PIB	+ 1 point	1,3 %	Variable
R-D	R-D des entreprises en % du PIB	+ 0,1 point	> 1,2 %	Environ 0,1 point
Exposition aux échanges	Moyenne des exp/imp en % du PIB	+ 10 points	4 %	Environ 10 points
Fardeau fiscal	Revenus de l'État en % du PIB	+ 1 point.	(0,6 %) - (0,7 %)	Environ 1,5 point
Niveau d'inflation	Déflateur de la consommation finale	- 1 point	0,4 % - 0,5 %	Environ 4 points
Variabilité de l'inflation	Écart type	- 1 point	2 %	Environ 2/3 de point

* Basée sur une analyse de régression de 21 pays de l'OCDE entre 1971 et 1998.

Interprétons le tableau à l'aide de la première ligne, celle du *capital humain*. L'analyse de l'OCDE a recouru pour le capital humain à un facteur brut de substitution égal au nombre moyen d'années de scolarité dans la population de 25 à 64 ans. (On a calculé cet indicateur pour chaque pays pour chaque année.)¹³ Toutes autres choses étant constantes, une augmentation d'un an du niveau moyen de scolarité aurait pour effet de faire passer de 4 % à 7 % le *niveau* du PIB par habitant par rapport à ce qu'il serait autrement. (La plage de sensibilité correspond à différents modèles d'estimation.) Bien entendu, la réaction du PIB à une seule augmentation du niveau de scolarité ne serait pas instantanée. On a aussi estimé le taux de convergence vers un nouveau chemin de croissance « d'état stable » (compte tenu d'un niveau plus élevé du PIB) — les données laissent entendre qu'il faut à peu près de quatre à cinq ans pour couvrir la moitié de la « distance » vers le nouvel état de stabilité.

Il convient de souligner que l'ensemble des incidences indiquées au tableau 3 se rapporte à l'incidence du facteur en question sur le *niveau* du PIB par habitant, et non pas sur le *taux de croissance* à long terme du PIB par habitant. La différence est quelque peu subtile. Pendant l'intervalle où l'économie réagira à la variation d'un facteur à incidence positive, le taux de croissance mesuré augmentera à mesure que le PIB s'ajustera à son nouveau niveau supérieur. À la longue, cependant, la réaction à cette seule secousse s'estompe et la croissance revient à sa *vitesse* originale, toutes autres choses étant égales. Bien entendu, dans la réalité, les facteurs de croissance sont en perpétuelle évolution de sorte que l'économie est en constant rajustement, nous amenant ainsi à nous demander si les variations observées du taux tendanciel de croissance sont quasi-permanentes ou temporaires.¹⁴

Il faut souligner que les estimations du tableau 3 reposent sur des observations de multiples pays et qu'elles reflètent de nombreuses hypothèses simplificatrices pour ce qui est du choix des modèles

économétriques. On peut donc en déduire uniquement des conclusions très générales sur l'orientation stratégique d'un pays particulier, puisque les autres facteurs locaux auront toujours leur importance. De plus, l'augmentation continue des facteurs entraînera à la longue des rendements décroissants. Par exemple, le Canada affiche déjà l'un des plus hauts niveaux de capital humain au monde, du moins lorsqu'on le mesure par le nombre d'années de scolarité par travailleur et par le pourcentage de travailleurs ayant terminé des études postsecondaires. Il est donc probable que l'ajout d'une autre année de scolarité aura moins d'impact sur le taux de croissance du Canada que sur celui d'un autre pays où le niveau moyen de scolarité est beaucoup moins élevé. Il n'est pas non plus vrai que plus d'une bonne chose est nécessairement meilleur, car la canalisation des investissements dans un secteur particulier signifie des occasions manquées dans d'autres secteurs susceptibles de fournir des rendements encore plus élevés.

Les observations suivantes expliquent davantage la situation résumée au tableau 3.

Capital humain : La formation du capital humain tient évidemment plus qu'aux seules années de scolarité. La formation en milieu de travail et l'acquisition continue du savoir à laquelle s'adonnent spontanément les gens améliorent et perfectionnent clairement le capital humain. Toutefois, la première enfance et le milieu prénatal, où les potentialités d'une vie peuvent se développer ou s'anéantir, représentent l'influence la plus puissante. Il y a de fortes indications qu'une intervention hâtive d'atténuation d'un inconvénient aura des retombées beaucoup plus vastes que toutes les tentatives de correction esquissées par la suite (Heckman et Caneiro, 2003).

Capital physique : La quantité et la qualité de l'investissement dans le capital productif est le facteur de croissance de la productivité le plus connu et le mieux établi. Son influence s'exerce par deux voies principales : (i) « l'approfondissement du capital » par lequel la production par travailleur

augmente par un simple ajout du capital par travailleur — un tracteur est habituellement plus efficace qu'une charrue; et (ii) l'intégration de l'innovation technologique dans les nouvelles générations de capital — la technologie des microprocesseurs en étant l'exemple le plus spectaculaire aujourd'hui. Bien entendu, le capital n'est pas gratuit et le surinvestissement peut le laisser « en plan », improductif pendant au moins quelque temps (on n'a qu'à penser aux milliers de kilomètres de fibre optique non fonctionnelle aujourd'hui).

Sur le plan stratégique, le défi consiste à créer un *climat* d'investissement optimal (voir le graphique 6) afin d'amener les intervenants du secteur privé à faire des investissements dont le rendement à la fois privé et, idéalement, social, dépasse le coût. De toute évidence, une saine stratégie macroéconomique, qui englobe la fiscalité, est un facteur clé qui contribue à favoriser un climat hospitalier pour les investissements. Mais de même en est-il des stratégies du cadre commercial liées, par exemple, aux droits de la propriété intellectuelle, à la concurrence, à la réglementation du marché du travail et aux investissements étrangers, et des investissements complémentaires axés sur l'offre que font les gouvernements dans les infrastructures publiques, la recherche et l'éducation. La politique commerciale peut aussi jouer un rôle important par le biais de la complémentarité qu'on observe souvent entre la libéralisation des échanges et l'augmentation des investissements soit pour profiter des nouvelles possibilités, soit pour faire face à une nouvelle concurrence. Il faut aussi se doter d'une stratégie publique appuyant des institutions financières efficaces et sûres si l'on veut que le capital puisse être acheminé efficacement dans tout le spectre du risque, des épargnants jusqu'aux investisseurs. On superposera à tous ces éléments intéressants le besoin de réduire l'incertitude en élaborant une stratégie transparente et aussi stable et prévisible que possible compte tenu que le capital est toujours investi à long terme.

Recherche-développement : La R-D pourrait être perçue comme un vaste facteur de substitution pour l'innovation, même si ce n'est qu'un des facteurs qui influent directement et principalement sur la production des nouveaux biens et services plutôt que sur des façons plus efficaces de faire les choses. Bien entendu, les nouveaux biens et services créés par la R-D peuvent grandement améliorer l'efficacité lorsqu'on les intègre dans les procédés de production — l'utilisation des innovations des TIC en étant un exemple de choix. En « aval », les incidences de la R-D sont donc omniprésentes. C'est ce qui explique sans doute le fait empirique qu'il existe une forte corrélation dans les pays de l'OCDE entre l'intensité de la R-D (dépenses des entreprises en R-D en pourcentage du PIB) et la croissance de la productivité. Le faible niveau chronique de l'intensité de la R-D au Canada (voir le graphique 11 à la section suivante) signifie qu'il y a donc des occasions inexploitées d'augmenter la productivité et, peut-être, son *taux* de croissance à long terme.

Exposition aux échanges : Une plus grande ouverture commerciale semble être une source potentiellement puissante de croissance de la productivité, non seulement à cause des gains que procure l'avantage comparatif, mais aussi à cause des occasions d'exploiter des économies d'échelle (comme une spécialisation visant à servir un marché mondial) et en raison du stimulant à l'innovation provenant d'une ouverture à une concurrence plus vive et d'une diffusion plus rapide des pratiques exemplaires aux producteurs nationaux. Même si le Canada peut continuer de profiter d'une plus grande libéralisation des échanges, le climat actuel d'ouverture et le niveau déjà exceptionnellement élevé de l'activité commerciale du Canada posent des limites (voir le graphique 9 à la section suivante).

Fardeau fiscal : Le tableau 3 indique qu'une augmentation du fardeau fiscal a une incidence directionnelle attendue sur le PIB — autrement dit, l'accroissement du fardeau fiscal diminue la

production, toutes autres choses étant égales. Cependant, l'incidence de ce facteur est complexe et repose en partie sur la nature des taxes et des impôts et, plus particulièrement, sur l'usage auquel les rentrées de taxes sont consacrées. Les augmentations de taxes destinées à financer des programmes qui émoussent les stimulants ou qui appuient des entreprises inefficaces ont clairement un effet d'atténuation sur la croissance. À cela s'ajoute l'impact défavorable d'une augmentation des taxes sur les stimulants au travail ou sur le risque entrepreneurial. En revanche, les taxes qui ont pour but de financer des infrastructures publiques productives et d'améliorer le capital humain peuvent de toute évidence favoriser la croissance. En résumé, l'analyse d'impact de l'OCDE révèle qu'il faut faire preuve de scepticisme lorsqu'on se trouve devant des propositions qui visent à accroître la taille de l'État par rapport à l'économie. En pratique, et tout compte fait, il y aura probablement un coût sous forme d'une diminution de la production. Il sera sans doute possible de le justifier à la lumière d'autres objectifs publics, cependant il y aurait lieu de tenir compte du coût potentiel dans la décision.

Inflation : La vigueur estimée de l'incidence de la diminution de l'inflation, tant en niveau qu'en variabilité, représente sans doute la conséquence la plus surprenante de l'analyse de l'OCDE. La diminution du niveau de l'inflation semble se répercuter sur la croissance surtout parce qu'elle améliore le climat des investissements de capital. La diminution de l'incertitude provoquée par l'instabilité de l'inflation n'a qu'une incidence infime sur la propension à investir, cependant elle augmente la croissance en permettant une répartition plus efficace des ressources rendue possible par une plus grande fiabilité des signaux de prix.

Malheureusement, le potentiel de contrôle de l'inflation susceptible de favoriser une croissance supplémentaire au Canada (et dans la plupart des pays de l'OCDE) est épuisé. De fait, la *déflation* est effectivement devenue une question préoccupante

dans certains milieux. L'analyse de l'OCDE porte un message clé : il y aurait un fort prix à payer si une inflation supérieure à 2 % ou 3 % devait encore une fois s'établir compte tenu : (i) de sa tendance inhérente à l'accélération; et (ii) de la réaction de récession qu'elle susciterait des banques centrales.

L'analyse qui est résumée au tableau 3, lorsqu'on fait exception de sa multidimensionnalité et de sa rigueur, ne tient toujours pas compte d'importants éléments de la croissance, notamment ceux qui défient toute quantification explicite. La *concurrence* et la *diffusion* de la technologie et des pratiques exemplaires dans toute l'économie représentent deux des facteurs de croissance les plus puissants. (Bien entendu, ces deux facteurs interagissent de diverses façons avec les éléments présentés au tableau 3, comme l'exposition aux échanges commerciaux, l'investissement de capital, la R-D.)

La concurrence est importante, non seulement parce qu'elle incite les entreprises à mieux répondre aux désirs des consommateurs, mais aussi parce qu'elle crée un puissant stimulant à l'innovation et à l'accroissement continu de l'efficacité de manière à étendre ou à défendre une situation de marché. La concurrence engendre donc un climat favorable à l'entrepreneuriat. Pour toutes ces raisons, la concurrence représente dans la plupart des cas un facteur extrêmement puissant de croissance de la productivité.

Mais même cette conclusion doit être nuancée. Dans certains cas, la concurrence peut devenir excessive et entraîner une spirale descendante dans les prix qui étouffera effectivement l'investissement et générera des cycles de faillites chez les entreprises. L'aviation commerciale semble sujette à ce type de faillite. La concurrence peut aussi diminuer l'incitation à l'investissement dans l'innovation si les concurrents sont en mesure de s'approprier une partie des rendements sans rétribuer suffisamment l'investisseur original. Voilà pourquoi la protection des brevets est essentielle, par exemple dans l'industrie pharmaceu-

tique, mais ici encore, jusqu'à un certain point. La création d'une situation optimale de concurrence, secteur par secteur, représente donc un défi stratégique exceptionnellement délicat, cependant les retombées potentielles sur la croissance de la productivité sont aussi vastes.

La diffusion rapide des technologies de pointe et des pratiques exemplaires dans l'économie constitue un facteur de productivité particulièrement puissant. Les fabricants japonais l'ont fait avec grande efficacité, parcourant systématiquement le monde à la recherche des meilleures idées pour ensuite les adapter à domicile. Cela leur a permis d'obtenir une croissance de la productivité et un leadership mondial remarquablement rapides dans plusieurs secteurs de l'économie. Un autre exemple marqué est le prétendu système d'« agronomes » qui a permis la diffusion de pratiques agricoles scientifiques aux fermes partout en Amérique du Nord, déclenchant du même coup des gains de productivité révolutionnaires dans ce secteur au XX^e siècle.

De façon plus vaste, un processus de diffusion généralisée, comme on l'a fait remarquer précédemment, sous-tend la convergence de la productivité au sein des pays de l'OCDE et entre les régions au Canada. Tout particulièrement importants sont les techniques et les canaux efficaces de diffusion de la technologie de l'étranger vers le Canada. La situation s'explique par le fait que, même dans les meilleures circonstances, notre pays, compte tenu de sa taille, ne produirait pas plus de 5 % à 10 % des innovations potentiellement pertinentes.

L'investissement direct étranger et l'intégration de la technologie de pointe dans les nouveaux investissements de capital par les entreprises nationales représentent des canaux primaires de diffusion. Les noyaux géographiques d'activités liées — comme Silicon Valley en Californie, la biotechnologie agricole en Saskatoon, les TIC à Ottawa — sont aussi d'importants agents de diffusion, clairement pour les entreprises des grappes

elles-mêmes, mais aussi parce que les grappes prospères deviennent des centres d'influence très connus pour des domaines beaucoup plus vastes. Silicon Valley a inspiré d'innombrables imitateurs en puissance. Les grappes sont des viviers fertiles de talents dont une partie s'exilent ailleurs pour ainsi diffuser l'expérience et étendre les réseaux de contacts personnels.

L'un des grands objectifs de toute stratégie de diffusion doit être d'améliorer le taux d'adoption des pratiques et technologies exemplaires dans les petites entreprises (les petites et moyennes entreprises (PME) au Canada semblent accuser à cet égard un retard chronique par rapport à leurs homologues des États-Unis). Le système d'agronomes a été très efficace pour les petits agriculteurs, et le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) du Conseil national de recherches du Canada a réussi à promouvoir la productivité, surtout chez les petits fabricants. Le défi d'aujourd'hui, et dont les retombées potentielles sont extrêmement élevées, est d'élaborer des politiques et des programmes qui stimuleront une diffusion plus rapide des pratiques suscitées par les TIC dans presque tous les secteurs de l'économie.

Bilan de croissance du Canada

Voyons maintenant quelques exemples qui nous indiqueront quel a été le rendement du Canada et comment il se situe en ce moment par rapport à nombre des principaux facteurs de productivité dégagés dans l'étude de croissance de l'OCDE et résumés au tableau 3. Les indicateurs suivants — qui portent sur la politique macroéconomique, l'investissement de capital, l'exposition aux échanges commerciaux, le capital humain et la R-D — comprennent une partie de ceux qui ont été utilisés dans l'analyse quantitative de l'OCDE ainsi que d'autres qui ne figurent pas dans ce travail mais qui n'en illustrent pas moins les différents thèmes.

Tableau 4
Excédent/(Déficit) Budgétaire Total de L'État
(Avec ajustement par cycle; en pourcentage du PIB)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Projection	
							2003	2004
Canada	0,8	0,5	1,4	2,4	1,8	1,3	1,1	0,9
É.-U.	-1,2	-0,2	0,1	0,9	-0,2	-2,4	-4,0	-3,9
U.E.	-1,8	-1,4	-0,7	-1,0	-1,2	-1,6	-1,4	-1,5

Source : OCDE (2003b:223).

Tableau 5
Dépenses Totales de L'État
(Consommation et transferts par rapport au PIB, pourcentage)

	1985	1994	2002	Diminution 1994-2002
Canada	48,3	49,7	40,6	9,1 points
É.-U.	36,5	36,5	35,6	0,9 point
U.E.	49,6	51,5	47,7	3,8 points

Source : OCDE (2003b:220).

Pris collectivement, ces indicateurs nous révèlent que le Canada compte actuellement parmi les leaders de son groupe de pays de l'OCDE pour ce qui est de la plupart des mesures clés qui soutendraient un rendement économique supérieur à long terme.

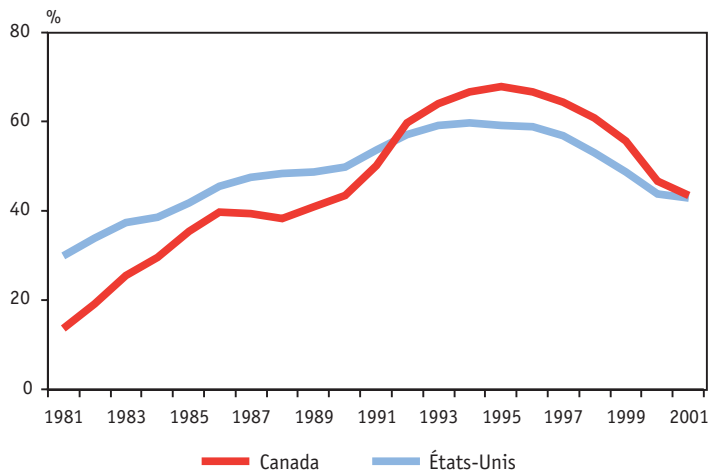
Politique macroéconomique : Le revirement budgétaire du Canada se retrouve au graphique 7, qui retrace depuis 1981 l'évolution de la dette publique nette — la dette combinée du gouvernement fédéral et des provinces/États pour le Canada et les États-Unis. Les chiffres, qui présentent le passif en contrepartie de l'actif, s'inspirent de la base de présentation des Comptes nationaux, qui permet une comparaison entre pays fondée sur des définitions semblables.¹⁵ La dynamique budgétaire à la base du graphique 7 est présentée au tableau 4, qui confirme que le revirement budgétaire au Canada n'a pas été reproduit, ni en ampleur ni en durée, aux États-Unis ni dans le groupe de pays de l'Union européenne. Et même si l'ensemble des dépenses de l'État au Canada — 40,6 % du PIB en 2002 — dépassent de cinq points le niveau comparable aux États-Unis, la

diminution observée au Canada depuis 1994 est de l'ordre de neuf points de PIB contre moins de un point aux États-Unis (tableau 5).

Combiné à une lutte crédible contre l'inflation, le revirement budgétaire au Canada a largement effacé la prime de risque inhérente aux taux d'intérêt du Canada par rapport à ceux des États-Unis, contribuant ainsi à améliorer le climat des investissements. Les restrictions de dépenses ont à la longue permis d'effectuer des coupes d'impôt — par exemple, en ramenant progressivement le taux moyen d'impôt sur le revenu des sociétés de 46,6 % en 2000 à 33,4 % prévu pour 2007, et sous le taux comparable actuel de 40 % aux États-Unis (Finances Canada, 2003). Les excédents budgétaires sont maintenant une source nette d'économies nationales — par comparaison à un retrait de l'épargne égal à 9,1 % du PIB en 1992.

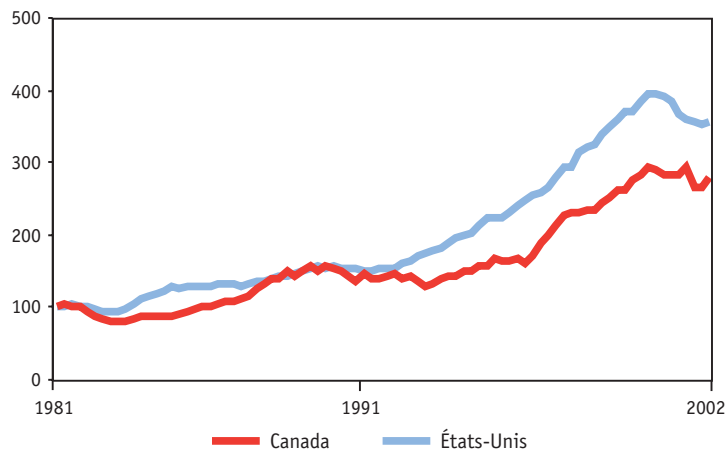
Le défi stratégique est de tenir le coup et de continuer à rembourser la dette afin de ne pas alourdir le fardeau de la prochaine génération de contribuables qui devront faire face à une population vieillissante. Il est donc important de résister à la tentation de traiter la discipline budgétaire

Graphique 7
Dette Nette en pourcentage du PIB
 (Sur la base des Comptes nationaux)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, no 73, 2003:228.

Graphique 8
Investissement dans les Machines et L'Équipement
 (Durées des volumes : 1981 = 100)



Source: OCDE.

taire comme un problème « du passé ». Nous devrions avoir appris à quel point les situations peuvent dégénérer et combien il peut être difficile de rallier le consensus politique pour les corriger à nouveau.

Investissement de capital : Il existe une corrélation étroite entre le niveau d'investissement des entreprises dans les machines et l'équipement, d'une part, et la croissance de la productivité, d'autre part. La montée en flèche de la formation de capital des entreprises dans les années 90 en Amérique du Nord (graphique 8), quoique exces-

sive jusqu'à un certain point, a établi les assises de la croissance à venir. Particulièrement importante sera la capacité des entreprises de profiter de l'infrastructure installée des TIC (i) par de nouveaux procédés d'affaires et (ii) par une utilisation plus complète des immobilisations actuellement en place.

Le graphique 8 indique que le boom de l'investissement a pris naissance plus tôt aux États-Unis et a atteint un sommet plus élevé qu'au Canada. Même à cela, le taux de croissance moyen composé de formation de capital fixe des entreprises aux États-Unis entre 1994 et 2000, qui s'établit à 9,9 %, n'a que très légèrement dépassé le taux moyen au Canada (8,9 %). Dans l'U.E., la moyenne a été de 5,7 % (OCDE, 2003b : 200). Même si le Canada accuse un retard par rapport aux États-Unis pour ce qui est des investissements dans les TIC, il se classe toujours, avec les États-Unis, la Finlande et l'Australie, parmi les principaux utilisateurs de capital des TIC1 de l'OCDE, ce qui le met en belle position pour exploiter le potentiel de cette technologie polyvalente habilitante (OCDE, 2003a :45, 46).¹⁶

Exposition aux échanges commerciaux : Le commerce extérieur stimule la croissance de la productivité de plusieurs façons : pression de la concurrence; économies d'échelle à la suite de l'expansion des marchés; gains provenant d'une spécialisation dans les domaines présentant un avantage comparatif; et investissement de capital lié au commerce. Par conséquent, l'ouverture croissante du Canada aux échanges commerciaux représente un atout qui le démarque des autres pays du G7 (graphique 9).¹⁷

L'incidence de cette augmentation des échanges commerciaux sur la croissance de la productivité du Canada a peut-être été inférieure aux prévisions et elle n'a certes pas suffi à combler l'écart avec les États-Unis. Mais des indications nous portent à croire que la productivité a effectivement augmenté dans les secteurs qui se sont le plus ouverts par l'application de

l'ALE/ALENA. En revanche, ces accords ont eu relativement peu d'impact sur les secteurs des machines et des TIC, qui ont connu récemment le plus fort potentiel de croissance de la productivité et dont l'impulsion a contribué à agrandir l'écart par rapport aux États-Unis.

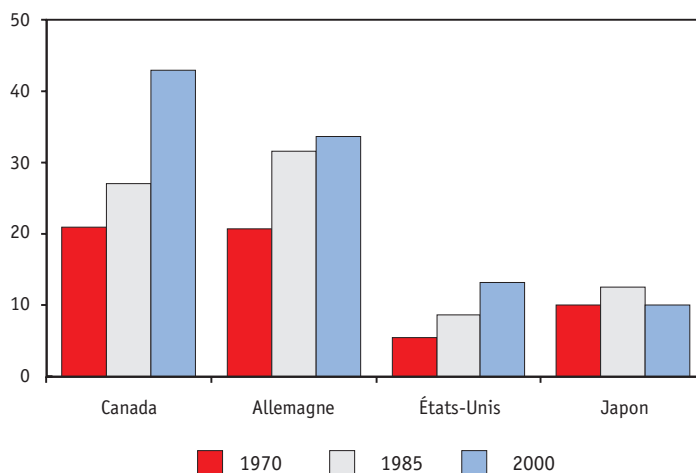
Lorsqu'on jette un regard vers l'avant, on constate que, même si le Canada n'augmente pas substantiellement son ouverture globale aux échanges commerciaux, il a cependant les coudées franches pour déplacer la *composition* des exportations vers un plus grand contenu technologique, y compris des services axés sur les TIC. Voilà la principale occasion et le principal défi qui se posent. Le Canada continuera de concentrer en grande partie ses échanges commerciaux avec les États-Unis, compte tenu de la forte intégration irréversible de l'économie nord-américaine. Même si l'on peut à juste titre se préoccuper de la dépendance du Canada à l'égard du marché américain, il est en bout de ligne fort avantageux sur le plan de la croissance de la productivité à long terme d'être si intimement lié au leader de la planète.

Capital humain : Les économies modernes dépendent de plus en plus de la « connaissance » comme matière brute, et de l'analyse et de la manipulation de l'« information » comme source principale de la valeur ajoutée croissante. Pour réussir dans l'économie du savoir, il faut effectuer des investissements croissants dans le capital humain, surtout par l'entremise de cours universels plus avancés, d'une formation perfectionnée et d'une acquisition continue du savoir.

Pour ce qui est de l'éducation scolaire, signalons que la population du Canada compte parmi les mieux nanties au monde, se classant deuxième au sein de l'OCDE derrière l'Allemagne en ce qui a trait au nombre moyen d'années de scolarité de la population active (tableau 6) et première pour le pourcentage de jeunes ayant terminé des études postsecondaires (OCDE 2003a). Mais qu'en est-il de la *qualité*, et non pas seulement de l'étendue, de l'éducation au Canada?

Graphique 9

Ouverture Croissante au Commerce Étranger (Moyenne des exportations et importations, % du PIB)



Source : Étude économique de l'OCDE : Canada, septembre 2001:117.

Tableau 6

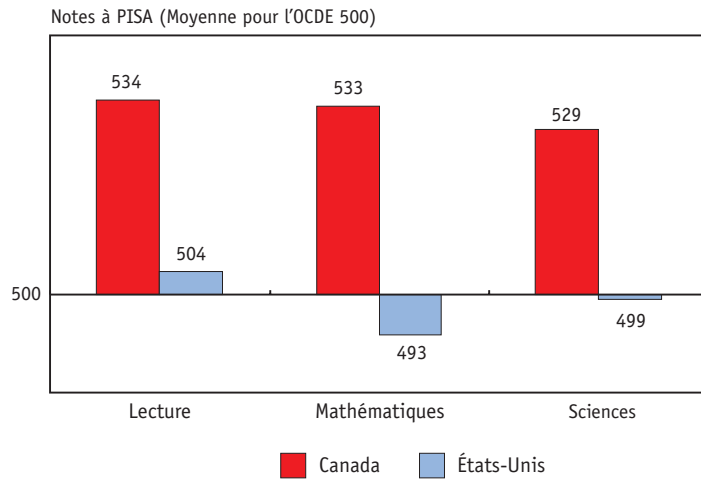
Nombre Moyen d'Années de Scolarité de la Population en Âge de Travailler

	1970	1980	1990	1998	Augmentation (années)
Canada	11,37	12,10	12,47	12,94	1,57
É.-U.	11,57	12,23	12,59	12,71	1,14
Allemagne	9,47	11,41	12,89	13,55*	4,08

Source : OCDE (2003b:220).

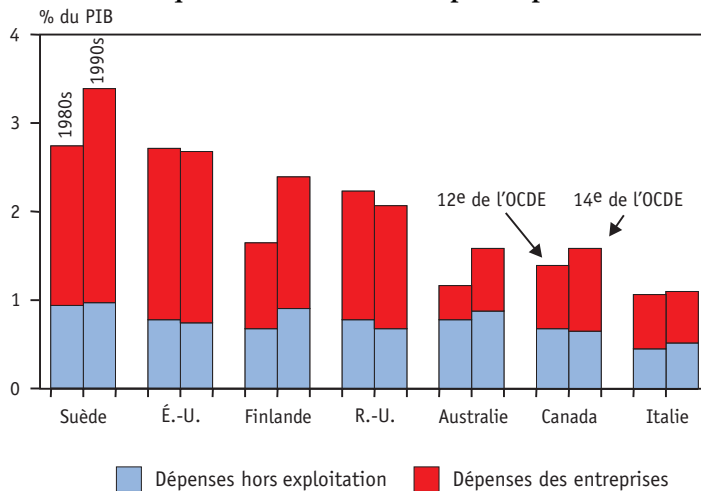
Les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), amorcé sous les auspices de l'OCDE (OCDE, 2001b), fournissent un indicateur significatif. Cette très vaste étude rigoureusement menée au sein de divers pays visait à évaluer les capacités pratiques d'élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques (graphique 10). Au Canada, les élèves ont obtenu des notes exceptionnelles dans la première étude de PISA en 2000, se classant près de la tête des pays de l'OCDE dans les trois catégories.¹⁸ Le Canada a aussi affiché une faible pente dans ses résultats pour ce qui est de la situation socio-économique des élèves, contrastant ici de façon marquée, par exemple, avec l'Allemagne et les États-Unis où l'infériorité sociale s'est

Graphique 10
Potentiel du Capital Humain
 (Rendement moyen par pays dans PISA*)



* Programme international pour le suivi des acquis des élèves (OCDE).

Graphique 11
R-D — Pourquoi le Canada ne rattrape-t-il pas les autres?



Source : OCDE (2003a:63).

traduite par des notes beaucoup moins élevées. Les résultats du Canada ont dépassé ceux des États-Unis même aux niveaux élites — c'est-à-dire que lorsqu'on tient uniquement compte du premier décile des meilleurs élèves de chaque pays, la moyenne du Canada a été supérieure à celle des États-Unis.

Bien que cette première étude de PISA (qui sera répétée à intervalles réguliers) ne représente qu'un indicateur du potentiel futur du capital humain — mais il est important compte tenu de la

rigueur et de la portée sans précédent de sa méthodologie — elle indique effectivement, peut-être à la surprise de beaucoup de parents, que le système d'ordres d'enseignement au Canada, *en moyenne*, se démarque bien à la lumière des normes internationales.¹⁹

Recherche-développement : Le Canada traîne la patte depuis longtemps dans les tables de dépenses de R-D de la ligue par rapport au PIB. Bien que ce rapport augmente lentement mais progressivement, si l'on tient compte aussi du pourcentage imputable aux entreprises, le classement du Canada au sein de l'OCDE a effectivement régressé de quelques crans, passant de 12^e dans les années 80 à 14^e dans les années 90 (graphique 11).

La R-D ne représente évidemment pas le seul facteur pris en compte dans l'évaluation du rendement de l'innovation, cependant une forte intensité de R-D, et surtout la partie imputable aux entreprises, présente véritablement une corrélation avec la croissance de la productivité et d'autres mesures de la commercialisation de l'innovation — qu'on pense aux brevets et aux licences technologiques.

Pour cette raison, il est important de comprendre, plus que nous ne le faisons maintenant, pourquoi le Canada continue de stagner dans la moitié inférieure de son groupe de pays au sein de l'OCDE. La réponse réside en partie dans la structure industrielle. L'économie du Canada, exception faite de son orientation technologique croissante, continue d'être relativement dominée par des industries qui effectuent peu de R-D, quel que soit leur emplacement — par exemple, la fabrication à partir de matières premières.

Même lorsqu'il y a jumelage entre la R-D et l'industrie, les dépenses de R-D au Canada (en pourcentage de la valeur ajoutée) sont bien en deçà de celles des États-Unis dans la plupart des secteurs (OCDE, 2000). La raison tient probablement au fait que bon nombre des grandes entreprises technologiquement avancées du Canada sont des filiales de multinationales étrangères

(habituellement des États-Unis). La plupart des travaux de R-D se déroulent dans le pays du siège social. L'industrie automobile en est un exemple frappant. Très peu d'activités de R-D ont lieu au Canada malgré l'importante valeur ajoutée par la production dans ce pays. Bien entendu, le Canada profite énormément de la R-D intégrée dans les immobilisations des usines d'automobiles et dans les autres installations où les investissements étrangers apportent avec eux la technologie et les pratiques de production de pointe. En revanche, l'intensité de la R-D dans l'équipement de communication et les semi-conducteurs dépasserait celle des États-Unis, traduisant par là l'activité de Nortel et du grand nombre d'autres entreprises canadiennes dans ce segment.

Comment pourrait-on accroître l'effort de R-D du Canada? D'abord, il est difficile de forcer les entreprises à dépenser dans la R-D. Les entreprises sont déjà motivées à le faire dans la mesure où de tels investissements sont rentables par rapport à d'autres.²⁰ Par conséquent, l'objectif stratégique consistera à créer au Canada un *milieu* de R-D attrayant pour les multinationales, y compris pour celles qui ont leur siège social au Canada, qui, de plus en plus, parcourent le monde pour trouver le meilleur emplacement à leurs activités. Le Canada offre déjà l'un des régimes de crédits d'impôt en R-D les plus attrayants, et il a fait beaucoup depuis quelques années pour accroître la capacité d'offre des universités de recherche — par exemple, par la Fondation canadienne pour l'innovation; les chaires de recherche du millénaire; et les « centres d'excellence » à caractère commercial à l'échelle provinciale et fédérale. Ces initiatives mettent du temps à donner des résultats, mais il ne fait aucun doute qu'on a établi une assise solide à une infrastructure de recherche et à l'offre de personnes hautement qualifiées.

Bien entendu, beaucoup d'autres facteurs intéressent le processus d'innovation — surtout la concurrence; la diffusion des pratiques exemplaires; l'offre d'un capital de risque; et un milieu

hospitalier pour les entrepreneurs. Dans ce cas-ci, la situation est plus encourageante que pour la R-D. Les études réalisées par l'OCDE laissent entendre que a) le secteur du capital de risque au Canada ne cède sa place à celui des États-Unis pour ce qui est de l'appui accordé aux entreprises de haute technologie du premier stade; et b) les obstacles auxquels fait face l'entrepreneuriat au Canada sont, dans l'ensemble, près des moins difficiles à surmonter parmi les pays de l'OCDE.²¹

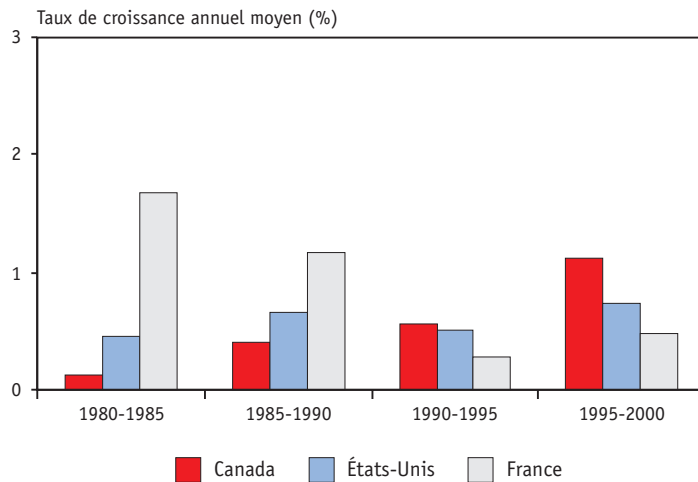
Par conséquent, lorsqu'on les examine globalement, les indications au sujet du rendement et du potentiel de l'innovation au Canada sont très confuses. La bonne nouvelle, c'est qu'il y a beaucoup de place à l'amélioration et que les décideurs sont fortement orientés dans cette direction. Il faudra faire preuve de persévérance, car les obstacles structurels, surtout ceux qui nuisent à l'accroissement de l'intensité de la R-D, existent partout depuis très longtemps.

Efficience économique : Il y a de fortes indications que l'efficience de l'économie canadienne augmente à un taux croissant. Le graphique 12 compare le taux de croissance de la productivité multifactorielle (PMF) du Canada, des États-Unis et de la France (cette dernière servant de variable de substitution pour l'Europe du G7), dont la moyenne a été calculée sur des intervalles de cinq ans allant de 1980 à 2000. La croissance de la productivité multifactorielle mesure le taux de croissance du PIB dont on ne peut tenir compte simplement par la croissance des facteurs du travail (heures de travail) et du capital (volume du stock de capital). Les données du graphique 12 ont donc été rajustées pour tenir compte d'améliorations « qualitatives » à la fois au niveau du travail et du capital. La croissance de la PMF traduit donc une progression de l'efficience pure avec laquelle l'économie combine travail et capital pour générer une production. Même si l'estimation de la croissance de la productivité multifactorielle comporte d'importantes difficultés de mesure, il est raisonnablement certain qu'elle s'est accélérée au Canada lorsqu'on observe ses

Graphique 12

L'Effizienz au Canada S'Accélère

(Croissance de la productivité multifactorielle du secteur des entreprises, per cent of GDP)



Source : OCDE 2003a, p. 50.

Graphique 13

Fiche de Croissance du Canada

Facteurs de croissance	Note trois étoiles
• Politiques macroéconomiques saines	***
• Capital humain	***
• Exposition aux échanges commerciaux	***
• Investissements productifs	**
• Innovation	*?

niveaux extrêmement anémiques des années 80. À juste titre, la reprise de la croissance de la PMF représente à elle seule la tendance la plus encourageante expliquant le récent rendement économique du Canada.

Conclusion — Le bilan de la croissance

Le bilan que nous avons esquissé dans cet essai défie toute récapitulation appropriée. Aucune proposition n'est valable en elle-même sans d'abord la définir. Cette situation s'explique en partie par notre compréhension très déficiente du

processus de croissance lui-même et en partie par les contingences historiques et culturelles qui amènent des mesures, pourtant fortement incitatives de croissance à un endroit et à un moment, à se répercuter sans doute de manière tout à fait différente ailleurs.

Cette mise en garde étant faite, il serait néanmoins utile de résumer le message — entendons ici l'*opinion* de l'auteur — au sujet de la position du Canada pour ce qui est des principaux facteurs qu'on croit généralement être liés à la croissance à long terme de la production et de la productivité. Sans dénigrer le guide des restaurants Michelin, le graphique 13 attribue une note subjective de « une, deux ou trois étoiles » au récent rendement du Canada et à sa position actuelle à l'égard des cinq principaux facteurs de croissance. Les notes subjectives portent sur le rendement du groupe de pays hautement développés dans lequel se trouve le Canada.

Il est difficile de critiquer les réalisations du Canada et sa position par rapport au climat de la politique macroéconomique, au développement du capital humain et à l'ouverture aux échanges commerciaux. Mais même avec trois étoiles, il peut encore apporter des améliorations. Et demeurer en tête pourrait constituer son plus gros défi. Par exemple, dans le domaine du capital humain (qu'on entend ici dans son sens large comme englobant aussi le rendement du marché du travail), les politiques canadiennes à l'endroit du marché du travail sont devenues plus écologiques, cependant il est regrettable qu'il ait récemment fait marche arrière pour ce qui est des règles de l'assurance-emploi, malgré la lutte qu'il avait âprement menée pour les réformer. En deuxième lieu, les positions habituellement fortes du Canada en faveur d'une libéralisation des échanges sont minées dans une certaine mesure par la protection continue accordée aux produits agricoles dans un régime de gestion des approvisionnements. Enfin, même s'il dispose dans l'ensemble d'une saine politique budgétaire

— surtout lorsqu'on la compare au manque de discipline évident aux États-Unis — des pressions s'exercent pour qu'il augmente les dépenses spéciales.²²

Le Canada a très bien fait pour ce qui est des investissements des entreprises, mais il ne se démarque pas par rapport à d'autres pays de son groupe au sein de l'OCDE, d'où sa note deux étoiles. Reste à voir si les investissements des entreprises canadiennes dans les TIC au cours des cinq à sept dernières années, bien qu'inférieurs à ceux qui ont été faits aux États-Unis, auraient pu néanmoins être mieux affectés. Des préoccupations ont aussi été exprimées au sujet de la diminution des investissements directs étrangers (IDE) faits au Canada entre le milieu des années 80 et la fin des années 90, alors qu'aux États-Unis, ce pourcentage déjà dominant a augmenté.²³

Enfin, la note du Canada en matière d'innovation est équivoque. Est-ce une étoile ou un peu mieux? Le jury n'a pas fini de délibérer. Les indicateurs ont pris du mieux en chiffres absolus, mais moins en chiffres relatifs. D'un autre côté, l'efficacité globale des entreprises au Canada, mesurée par la croissance de la productivité multifactorielle, a augmenté substantiellement. Si elle se maintient, et si on lui associe un capital croissant par travailleur, elle devrait favoriser une plus forte croissance de la productivité du travail dans l'avenir.

En deux mots, notre message est que l'économie du Canada est sur la bonne voie pour longtemps. Les retombées provenant d'une décennie de pratiques exemplaires dans les secteurs public et privé sont enfin visibles, si l'on fait exception de la récente faiblesse cyclique. Le plus gros risque serait que les décideurs se complaisent dans leur impression de succès et qu'ils accordent plutôt leur attention aux rouages plus grinçants. Rien ne justifie la complaisance. Le Canada a seulement pris le virage et il s'est enfin positionné pour reprendre le terrain perdu depuis 1980 et, beaucoup plus important encore, pour

atteindre la croissance soutenue de la productivité dont il aura besoin à mesure que la population vieillira. Cela ne sera pas facile. Il lui faudra faire preuve d'innovation dans ses stratégies et d'une détermination sans failles. Il faut bien comprendre que la croissance de la productivité n'est pas une fin en soi, mais plutôt le moyen économique d'améliorer le bien-être de toute la société.

Notes

* Peter Nicholson était conseiller spécial du secrétaire général de l'OCDE et est aujourd'hui conseiller en politiques de l'honorable Paul Martin. L'auteur désire remercier Peter Jarrett et Dirk Pilat de l'OCDE, Paul-Henri Lapointe et ses collègues de Finances Canada, et Andrew Sharpe du Centre d'étude des niveaux de vie. Tous les avis exprimés sont ceux de l'auteur, qui assume également la responsabilité des erreurs qui subsisteraient. Courriel : pnicholson@paulmartin.ca.

- 1 On ne doit pas accorder beaucoup d'importance aux faibles écarts observés entre le rang de chaque pays au graphique 2. Ce classement change d'une année à l'autre et fait l'objet de nombreux problèmes de mesure, autant à l'échelle nationale qu'internationale, qui empêchent toute comparaison stricte. Les plus récentes comparaisons de l'OCDE (OCDE, 2003c) indiquent que le PIB par habitant au Canada en 2002 se classait au quatrième rang des pays de l'OCDE, après celui de la Norvège, des États-Unis et de l'Irlande et qu'il accusait un retard de 16 % par rapport à celui des États-Unis selon les PPA multilatéraux (ou 15 % si l'on se fonde sur les PPA bilatéraux de Statistique Canada). Selon certaines estimations, l'écart actuel serait aussi peu que 13,5 % (communication privée de Finances Canada). Il est difficile de trouver deux sources qui présentent exactement les mêmes chiffres pour des statistiques aussi normalisées que le PIB par habitant, surtout au niveau international, où les comparaisons se fondent sur des estimations différentes de la parité du pouvoir d'achat. Bien entendu, l'important écart entre les États-Unis et les autres pays de l'OCDE ne fait aucun doute. Que l'écart entre les États-Unis et le Canada soit d'environ 15 % ou plus près de 20 % dépend à qui et à quel moment la demande est faite.
- 2 En 1999, l'espérance de vie aux États-Unis s'établissait à 76,7 ans; la moyenne des 30 pays de l'OCDE était de 76,9 tandis qu'elle s'élevait à 79 ans au Canada.
- 3 La convergence n'est pas inévitable. De fait, bon nombre de pays en développement pauvres ont perdu encore plus de terrain au cours des 25 dernières années, tandis que d'autres, comme la Corée, la Thaïlande, Taiwan et maintenant la Chine, continuent de se rapprocher de l'Ouest. De plus, des pays comme l'Argentine, qui se comparaient favorablement au Canada dans la période d'avant-guerre, ont en quelque sorte débarqué de l'ascenseur de la croissance. Pour cette raison, il

faut nuancer l'hypothèse de la convergence. La reprise dépend des institutions en développement — et en particulier des systèmes de régie — qui favorisent l'investissement et le développement, comme on l'a observé en grande partie au sein du groupe de l'OCDE.

- 4 Si l'on suppose que la production par habitant au Canada se situe en ce moment à environ 85 % du niveau des États-Unis, elle atteindra 100 % si la croissance moyenne composée s'élève à 2,5 % par année pendant six ans et demi.
- 5 Le taux d'emploi serait une meilleure mesure que le taux de chômage puisqu'il comprend l'effet combiné du taux d'activité et du taux de chômage, aucun n'étant entièrement indépendant de l'autre. Selon les plus récentes données (2003), le rapport emploi : population ne présenterait essentiellement aucune différence entre le Canada et les États-Unis.
- 6 Il est significatif que la productivité du travail dans plusieurs pays de l'OCDE *dépasse* celle des États-Unis — par exemple, aux Pays-Bas, en Belgique, en Norvège et en Italie (OCDE, 2003a). En revanche, ces pays, à l'exception de la Norvège, affichent un taux d'emploi inférieur et un nombre beaucoup moins élevé d'heures de travail par salarié. Par exemple, le travailleur moyen en Hollande travaille environ 25 % moins d'heures chaque année que son homologue aux États-Unis, ce qui signifie qu'il y a un pourcentage plus élevé de travailleurs à temps partiel et un très grand nombre de bénéficiaires d'une pension d'invalidité. Une productivité élevée donne plus d'ampleur à l'équation travail-loisirs (tout en permettant à la production totale de demeurer constante), quoiqu'il faut comprendre que la faiblesse de l'apport du travail en Europe n'est pas entièrement volontaire puisqu'elle dénote certaines lacunes dans les politiques stratégiques. De plus, la productivité élevée observée en Europe s'explique en partie par la suppression des travailleurs moins productifs et par un rapport élevé capital : travailleurs.
- 7 Même une diminution permanente très élevée du taux de chômage n'aurait qu'une incidence relativement modeste sur la croissance. Supposons que l'on parvienne à faire passer une fois pour toutes le taux de chômage de 7 % à 4,5 %. Cela représente une augmentation du rapport emploi : population active de 0,930 à 0,955, c'est-à-dire 2,7 %. S'il faut, par exemple, cinq ans pour atteindre ce nouveau niveau, il ferait augmenter en moyenne la croissance annuelle du PIB d'environ un demi-point au cours de cette période, toutes choses étant égales. Après cinq ans, il n'y aurait plus aucune incidence sur la croissance si ce n'est que par des variations de la taille de la population active; des heures de travail; ou de la productivité. Bien entendu, le *niveau* du PIB à la cinquième année serait d'environ 2,5 % plus élevé qu'autrement et il représenterait alors la nouvelle base permanente à partir de laquelle jouerait le taux de croissance (état stable). L'incidence sur le niveau du PIB serait par conséquent importante et persistante.
- 8 Par définition, on peut décomposer le PIB par habitant comme étant le produit de : PIB par heure, heures par travailleur, travailleurs selon la population en âge de travailler, et population en âge de travailler selon la population totale.

La somme des taux de croissance des facteurs du produit approxime étroitement le taux de croissance du PIB par habitant (taux de variation annuel). Si l'on suppose que (i) la croissance du nombre annuel d'heures de travail par personne occupée, et (ii) la croissance du rapport personne occupée : population en âge de travailler sont infimes, la croissance du PIB par habitant serait alors essentiellement régie par la *croissance* de la productivité du travail majorée de la croissance de la fraction de la population totale en âge de travailler. À mesure que ce dernier taux de « croissance » devient *de plus en plus* négatif — c'est-à-dire à mesure que s'élève le vent démographique avant — la croissance de la productivité doit alors *augmenter* à un taux correspondant pour empêcher toute diminution du taux de croissance du PIB par habitant.

- 9 Jorgenson, Ho et Stiroh (2003) ont établi une projection de la croissance de la productivité du travail aux États-Unis entre 2001 et 2011, qui s'échelonne de 1,1 % par année (scénario pessimiste) à 2,4 % (scénario optimiste), le scénario de référence s'établissant à 1,8 %. Très grossièrement, cela signifie que le Canada doit au moins soutenir son récent taux tendanciel de croissance de la productivité s'il veut éviter que ne s'agrandisse l'écart de la production par habitant.
- 10 Il y a un compromis fondamental entre la consommation courante et l'investissement. Ce dernier représente la consommation décalée de manière à générer un taux supérieur de croissance et, par voie de conséquence, de plus grandes possibilités de consommation dans l'avenir dont on profitera soit à la fin de la vie, soit dans les générations à venir. Le « choix » du rapport investissement : consommation d'une société est bien entendu implicite puisqu'il résulte des millions de choix quotidiens que font les consommateurs et les entreprises. On peut, de façon directe, influencer ces choix par les politiques, par exemple, une taxe à la consommation, comme la TPS, stimulera d'une quelconque façon l'investissement, toutes choses étant égales.
- 11 Les pays inclus dans la base de données comprenaient : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.
- 12 Beaucoup d'autres facteurs ont fait l'objet des analyses de régression — par exemple, l'incidence des différents plans de dépenses gouvernementales sur les investissements, la consommation et les transferts; l'effet des institutions financières; l'incidence des taxes « déformatrices » (rapport des rentrées de taxes directes et indirectes). Quelques-uns de ces facteurs ont présenté un effet statistiquement significatif, cependant l'interprétation détaillée des résultats dépasse le cadre de cet essai — prière de se reporter au chapitre 2 de OCDE (2003a).
- 13 Cette quantification et d'autres qui ont été utilisées dans l'analyse sont évidemment grossières, traduisant par là les limitations des données disponibles et comparables entre les pays au cours d'une longue période. Il faut donc voir les résultats quantitatifs comme étant uniquement des indica-

- teurs, quoiqu'on pourrait accorder une plus grande confiance à l'importance *relative* indiquée des divers facteurs plutôt qu'à l'ampleur absolue de leur incidence.
- 14 Il y a ici des questions plus théoriques. Certaines théories — qu'on appelle théories de la croissance *endogène* — posent en hypothèse que les investissements, par exemple, dans le capital humain ou la R-D, comportent des retombées notables, en ce sens que ces activités accroissent le taux d'innovation et son intégration dans l'économie, ce qui influe « de façon permanente » sur le *taux* de croissance du PIB et non pas sur son niveau pris à un moment dans le temps. Si cette théorie est exacte (jusqu'ici les données empiriques sont mixtes), une partie des incidences observées au tableau 3 serait donc plus importante qu'on ne l'indique.
- 15 La dette comprend la capitalisation des pensions à verser aux fonctionnaires, mais non la partie non capitalisée. Celle-ci, par exemple, est comprise dans la définition de la dette brute du Canada, qu'on trouve dans les Comptes publics, qui fait augmenter le rapport au PIB sur cette base.
- 16 Le niveau des investissements dans les machines et l'équipement dans l'ensemble de l'économie au Canada (investissements dans les M et E en pourcentage du PIB) se classe effectivement parmi les moins élevés des pays de l'OCDE, étant passé d'environ 10 % dans les années 70 à près de 8 % dans les années 90. (La Corée et le Japon présentent les niveaux les plus élevés.) Cette situation traduit l'orientation croissante de l'économie canadienne vers les services. Même si les États-Unis accusent aussi un taux relativement faible d'investissement dans les M et E (tout juste un peu plus de 9 % dans les années 90), ce taux dépasse celui du Canada et son ampleur a augmenté au cours de la dernière décennie (Finances Canada, communication privée).
- 17 Il faut souligner que de grands pays comme les États-Unis et le Japon afficheront sans doute une « intensité commerciale » moins forte par rapport au PIB que d'autres pays plus petits, simplement parce que leurs vastes marchés intérieurs sont relativement plus autonomes. Dans un sens, le graphique 9 surestime donc l'orientation commerciale du Canada (ajustée en fonction des échelles) par rapport à celle des trois autres pays. Il faut aussi signaler que la valeur en dollars des exportations est beaucoup plus forte que la valeur nationale ajoutée à ces exportations du fait que les produits exportés comportent souvent un contenu étranger considérable. Quoi qu'il en soit, l'augmentation très importante de l'ouverture commerciale du Canada depuis 1985 est impressionnante.
- 18 Les élèves de 15 ans du Canada se sont classés au deuxième rang pour ce qui est de la lecture, au cinquième rang en sciences et au sixième rang en mathématiques. Dans ces deux dernières catégories, la Corée et le Japon ont pris la tête. La Finlande a occupé le premier rang pour la lecture, en plus des meilleurs résultats d'ensemble.
- 19 Les résultats entre les écoles au Canada n'ont bien sûr pas été uniformes, des écarts importants ayant été observés entre les provinces et au sein de celles-ci. En illustrant de tels écarts, le programme de PISA devrait amener les retardataires à déployer des efforts supplémentaires, surtout si les écarts au niveau des résultats sont largement connus des parents.
- 20 On pourrait s'interroger sur l'objectif du gouvernement fédéral d'amener le Canada, d'ici 2010, au rang des cinq premiers investisseurs mondiaux dans la R-D en pourcentage du PIB. Bien que ce soit en principe un objectif louable, c'est surtout l'attitude du secteur privé qui le concrétisera. À cet égard, les signaux du marché constituent un guide plus fiable que les exhortations du gouvernement. En revanche, il y aurait lieu d'accroître l'appui du secteur public à un plus grand nombre d'études de base et d'activités de R-D liées à des mandats gouvernementaux puisqu'il semble être fortement acquis que l'ensemble de la société profiterait énormément de ce type de R-D.
- 21 OCDE (2001a:77 et 82). Le Canada se classe au deuxième rang de l'OCDE, tout juste derrière le R.-U., quant à l'indice des obstacles à l'entrepreneuriat, lequel regroupe des mesures des obstacles à la concurrence, de l'opacité de la réglementation et du fardeau administratif au moment du démarrage. Selon cette analyse, le Canada a encore des améliorations à apporter pour diminuer son fardeau administratif.
- 22 Les diverses études économiques sur le Canada menées par l'OCDE comprennent une liste des améliorations stratégiques recommandées dans divers domaines.
- 23 L'OCDE signale que le Canada a imposé des restrictions relativement sévères sur les IDE, et même si ces restrictions ont perdu beaucoup de vigueur depuis 20 ans, la libéralisation dans les autres pays a été supérieure, du moins sur papier (voir OCDE, 2003b : 169-173, qui exprime plusieurs mises en garde au sujet des comparaisons des restrictions en matière d'IDE entre les pays).

Références

- Abramovitz, M. (1986) « Catching Up, Forging Ahead, and Falling Behind », *Journal of Economic History*, juin.
- Baily, Martin Neil (2003) « Compte rendu de *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* », *Observateur international de la productivité*, ce numéro.
- Finances Canada (2003) *Points saillants sur l'économie et les finances*, 18 février.
- Fortin, Pierre (2003) « Différences dans les heures annuelles travaillées par habitant entre les États-Unis et le Canada », *Observateur international de la productivité*, no 6, printemps, p. 43-51.
- Gordon, Robert J. (2002) « Hi-tech Innovation and Productivity Growth: Does Supply Create Its Own Demand? », NBER Working Paper No. 9437, 19 décembre.

- Heckman, J. et P. Carneiro (2003) « Human Capital Policy », NBER Working Paper No. 9495.
- Jorgenson, D., M. Ho et K. Stiroh (2003) « Reprise de la croissance aux États-Unis : leçons pour le Canada », *Observateur international de la productivité*, no 6, printemps, p. 3-21.
- OCDE (2000) *Perspectives de la Sciences, de la Technologie et de l'Industrie*, septembre (Paris).
- OCDE (2001a) *La nouvelle économie : mythe ou réalité?* (Paris).
- OCDE (2001b) Connaissances et compétences : des atouts pour la vie : premiers résultats de PISA 2000 (Paris).
- OCDE (2001c) « Growth, Inequality and Social Protection », Occasional Paper No. 51; juin (Paris).
- OCDE (2002) « Regard plein d'espoir sur l'avenir : ce que le Canada peut apprendre de l'expérience de croissance d'autres pays de l'OCDE », juillet (Paris).
- OCDE (2003a) *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* (Paris).
- OCDE (2003b) *Perspectives économiques*, no 73, juin (Paris).
- OCDE (2003c) *Étude économique du Canada*, septembre (Paris).
- OCDE (2003d) *Les TIC et la croissance économique*, septembre (Paris).
- Oliner, S. et D. Sichel (2002) « Information Technology and Productivity: Where Are We Now and Where Are We Going? » Federal Reserve Bank of Atlanta *Economic Review*, troisième trimestre.
- Robidoux, B. et S. S. Wong (2003) « La croissance tendancielle de la productivité a-t-elle augmenté au Canada? » *Observateur international de la productivité*, no 6, printemps, p. 52-61.
- Van Ark, B., R. Inklaar et R. McGuckin (2003) « La contribution des industries productrices des TIC et des industries utilisatrices des TIC à la croissance de la productivité : comparaison entre le Canada, l'Europe et les États-Unis », *Observateur international de la productivité*, no 6, printemps, p. 62-70.
- Wolff, E. (2000) « Convergence de la productivité dans les pays de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, automne.
- Wolff, E. (2002) « Productivity, Computerization and Skill Changes », NBER Working Paper No. 8743, janvier.